

ÉLISABETH DUPOIRIER*
GÉRARD GRUNBERG*

L'ANGOISSE DEVANT L'AVENIR

I. LA SOCIÉTÉ FRANÇAISE

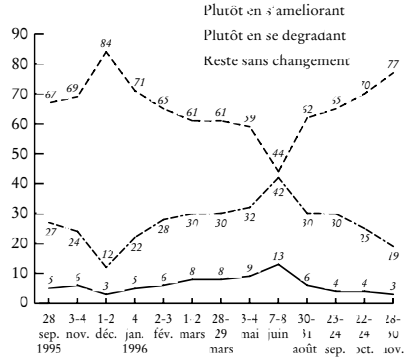
L'année 1996, comme la fin de l'année précédente, a été marquée par l'angoisse de l'avenir et la crainte d'une mise en cause du modèle social français.

1. Le climat social : un record de pessimisme

L'année 1996 a été marquée par le pessimisme record de l'opinion publique. Le baromètre du climat économique et social de Louis-HARRIS indique l'existence d'un fort sentiment de dégradation de la situation économique et sociale de la France (tableau 1). Selon la SOFRES, 70 % des Français estiment que les gens vivent aujourd'hui moins bien qu'avant, soit huit points de plus que l'année précédente (tableau 2, page suivante). Ce sentiment de dégradation de la situation personnelle atteint 80 % des ouvriers et la majorité des salariés ont le sentiment qu'ils risquent de perdre leur emploi. Le baromètre SOFRES/Figaro

Tableau 1

Du point de vue du climat économique et social, avez-vous le sentiment que la France va...



Source : enquêtes Louis HARRIS/Valeurs actuelles.

Magazine a enregistré en décembre 1996 un record de pessimisme, 81 % des personnes interrogées ayant l'impression que « les choses ont tendance à aller plus mal » (tableau 3, page suivante). Enfin,

* Élisabeth Dupoirier est directeur de recherche à la Fondation nationale des sciences politiques (Centre d'étude de la vie politique française) et directeur de l'Observatoire interrégional du politique ; Gérard Grunberg est directeur de recherche au Centre national de la recherche scientifique (Centre d'étude de la vie politique française).

Tableau 2 – L'évolution de la situation personnelle des Français à travers les enquêtes de la SOFRES

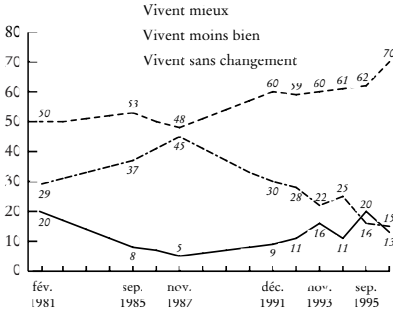
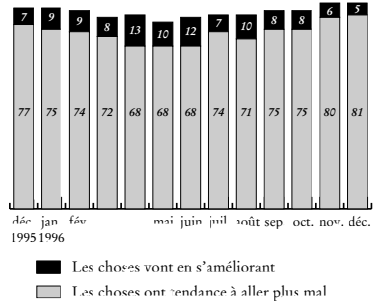


Tableau 3 – Optimisme et pessimisme dans l'opinion publique en 1995-1996



154 Source : enquête SOFRES/Journaux de province, 27-29 novembre 1996.

Source : enquête SOFRES/Le Figaro-Magazine, 27 au 29 novembre 1996.

67 % des Français considèrent qu'il n'y aura pas de reprise économique en 1997¹.

C'est ce climat de pessimisme et d'angoisse qui explique largement la sympathie qu'ont rencontrée dans l'opinion les différents mouvements de grève de septembre, octobre et novembre. La grève des routiers a suscité la sympathie de 83 % des Français². 54 % ont été solidaires de la grève du 17 octobre dans la Fonction publique et 60 % l'ont soutenue, dont 80 % des salariés du secteur public³. 54 % aimeraient qu'un grand mouvement de revendication se développe en France.

Le retour sur le mouvement de décembre 1995 dessine cependant une image plus contrastée. Le mouvement est toujours perçu comme révélateur d'une

angoisse par rapport à l'avenir et 74 % des Français y voient un mouvement de révolte. Mais l'opinion est rétrospectivement partagée sur son utilité réelle⁴. Tandis qu'au moment des grèves la majorité des Français estimaient que la responsabilité principale du mouvement social incombait au gouvernement (51 %) avant les syndicats (36 %), près d'un an plus tard les tendances se sont inversées : 47 % désignent les syndicats et 43 % le gouvernement. 62 % estiment aujourd'hui que ce mouvement a eu des conséquences néfastes sur l'économie française et 58 % que les agents des transports publics recourent trop souvent à la grève. Dans le climat d'angoisse, les Français comprennent les grévistes, ont de la sympathie pour eux, mais n'en sont pas moins sceptiques sur l'utilité de ces mouvements dont ils mesurent a pos-

1. BVA/Paris-Match, 17-19 octobre.
 2. SOFRES/7 sur 7, 29-30 novembre.
 3. IPSOS/Le Point-France 2, 11-12 octobre.
 4. IFOP/L'Espace social européen, 24-25 octobre.

teriori les inconvénients et le partage des responsabilités.

2. Une sensibilité croissante au chômage, aux inégalités et à l'exclusion

La sensibilité à l'exclusion est aujourd'hui d'autant plus grande qu'un nombre croissant de Français craignent d'en être les victimes dans l'avenir. 78 % des personnes interrogées par CSA considèrent que le problème de l'exclusion est plus grave qu'il y a quelques années⁵, et 53 % déclarent qu'il leur arrive de craindre de devenir eux-mêmes des exclus (75 % chez les ouvriers, 71 % chez les femmes au foyer et près des deux tiers des moins de 34 ans). 60 % déclarent qu'il leur arrive « souvent ou de temps à autre de craindre de tomber dans la pauvreté ». C'est le cas de 79 % des ouvriers et de 69 % des plus jeunes. D'ailleurs, 52 % déclarent connaître dans leur entourage des gens qui vivent dans la pauvreté ou qui risquent d'y tomber. Pour finir, 74 % estiment que la société française ne se préoccupe pas de la situation « des pauvres » et 62 % estiment inacceptable que la France compte aujourd'hui cinq millions de personnes dans ce cas⁶. On comprend pourquoi les Français font du chômage, de la pauvreté et de l'exclusion les enjeux prioritaires de la société française⁷.

Paradoxalement, la solidarité envers les exclus s'est érodée dans la dernière période tandis que la méfiance progresse à leur égard. 37 % au lieu de 43 % en

1995 se disent prêts à les aider. En même temps les Français estiment que trop peu de choses sont faites en faveur des exclus (77 % des plus jeunes). Sur ce point, les Français font assez peu confiance aux hommes politiques, ou même aux syndicats, pour résoudre ce problème. Leur confiance va en revanche aux institutions sociales et caritatives, à l'école et aux associations.

Parmi les mesures à prendre pour combattre la pauvreté, ils préconisent la priorité donnée aux plus démunis pour l'attribution de HLM, la modulation des allocations familiales en fonction du revenu, la réduction du temps de travail avec réduction des salaires pour permettre l'embauche de chômeurs. Ils sont par ailleurs hostiles aux mesures d'autorité contre la mendicité. Ainsi, 57 % sont en désaccord avec les arrêtés pris par certaines communes interdisant la mendicité, à l'exception des personnes les plus âgées et des électeurs du Front national⁸.

3. Le malaise catégoriel

Les jeunes et les étudiants. Deux sondages consacrés le premier aux 20-35 ans et le second aux 15-25 ans permettent de faire le point sur cette catégorie de la population⁹. Les valeurs des jeunes sont d'abord des valeurs de liberté et d'épanouissement personnel. Ils se sentent bien dans leurs rapports avec leurs familles et plus largement dans la société, mais estiment constituer la génération la plus désavantagée par la

5. CSA/*La Rue du mercredi*, 6-7 septembre.

6. SOFRES/*La Croix*, 28-30 août.

7. SOFRES/*Le Point*, 25-27 septembre.

8. CSA/*La Vie*, 30-31 juillet.

9. BVA/*Ré-Génération*, 9-14 septembre, et SOFRES/*Figaro Magazine*, 19-23 mars.

crise et se révèlent relativement détachés de la politique. Pour eux, la priorité est l'obtention d'un emploi. Parmi les qualificatifs proposés pour définir leur génération, près d'un sur deux choisit « angoissée » et ensuite « lucide ». S'ils mettent en cause le manque de confiance des chefs d'entreprise à leur égard, pour expliquer le niveau de chômage dans leur classe d'âge, ils estiment également que le système scolaire est inadapté au marché du travail. 56 % des jeunes se déclarent « inquiets en pensant à l'avenir de leur situation personnelle et professionnelle ».

156 Les étudiants sont tout aussi inquiets que l'ensemble des jeunes¹⁰. Plus de la moitié d'entre eux considèrent qu'il leur sera difficile de trouver un emploi correspondant à leur formation (soit une augmentation de sept points depuis 1990). C'est particulièrement vrai pour ceux qui font des études littéraires, juridiques ou dans d'autres disciplines des sciences sociales. Il est intéressant de constater que la moitié des étudiants est favorable à une forme de sélection à l'entrée de l'université. Hostiles à une augmentation des droits d'inscription, ils sont en revanche favorables à l'instauration d'un revenu étudiant pour les plus démunis.

Les classes moyennes et les cadres. 58 % des Français estiment appartenir aux « classes moyennes » tandis que 25 % se classent parmi les « gens modestes ». Les couches moyennes sont donc plus que jamais perçues comme la « classe centrale » et 59 % voient, dans l'avenir,

les employés et les ouvriers s'y intégrer petit à petit. Or cette appartenance aux classes moyennes est aujourd'hui perçue comme menacée pour la grande majorité des Français. Chômage et prélèvements obligatoires en seraient les menaces principales¹¹. Les cadres quant à eux éprouvent durement une remise en cause de leur statut, et surtout de leurs conditions de travail¹². 85 % estiment qu'ils sont surchargés de travail et 84 % estiment que leur emploi est de plus en plus précaire. Dans l'ensemble satisfaits de leurs fonctions professionnelles, ils supportent de plus en plus mal les conditions dans lesquelles ils sont obligés de les exercer. A ce malaise s'ajoute le sentiment d'être mal représentés, politiquement et syndicalement. S'ils reconnaissent la nécessité des syndicats, ils mettent en cause leur faible efficacité et leur archaïsme.

Les femmes. Les femmes sont très favorables à une plus grande participation d'entre elles à la vie politique. Selon CSA¹³, les deux tiers d'entre elles considèrent « qu'on fait tout pour empêcher les femmes d'accéder au pouvoir » et 88 % ne sont pas d'accord avec l'idée selon laquelle « le pouvoir n'intéresse pas les femmes ». 70 % (contre 58 % des hommes) approuvent le système des quotas pour les élections. Cette approbation est cependant moins massive parmi les femmes qui ont la formation scolaire et le statut professionnel les plus élevés. Surtout, quel que soit leur niveau de diplôme ou leur position sociale, elles considèrent que la correc-

10. SOFRES/*Le Nouvel Observateur*, 4-6 juin.

11. SOFRES/*Figaro Magazine*, 15-16 mars.

12. IFOP/*Entreprise et Carrière*, 25-26 avril.

13. CSA/*Elle*, 23-24 septembre.

tion des inégalités entre milieux sociaux ou entre générations est une priorité par rapport à la lutte contre les inégalités entre les sexes¹⁴.

Les étrangers. Une enquête de CSA¹⁵ consacrée aux étrangers eux-mêmes montre qu'ils partagent largement les peurs des Français : chômage, exclusion, sida. A celles-ci s'ajoute le racisme qu'ils craignent à 56 %, comme le craignent d'ailleurs les Français d'origine étrangère. Les étrangers disent pour la grande majorité d'entre eux vouloir s'intégrer et travailler en France. La minorité asiatique est particulièrement désireuse d'intégration.

4. La « révolution conservatrice » introuvable

Aucune « révolution conservatrice » n'est perceptible dans l'opinion. Au contraire, les Français, par le renouvellement des générations, sont de plus en plus libéraux dans le domaine des mœurs. Une enquête de l'IFOP sur l'homosexualité montre que 67 % des Français en 1996 contre 54 % dix ans plus tôt considèrent que l'homosexualité est une manière comme une autre de vivre sa sexualité¹⁶. C'est le cas de 88 % des moins de 35 ans. 77 % estiment que l'héritage devrait être possible pour les couples homosexuels. Les différences selon l'âge des personnes interrogées sont particulièrement nettes à propos du droit de se marier entre homosexuels : 74 % des jeunes y sont favorables contre seulement 31 % des plus de

65 ans. Seule l'adoption d'enfants par des couples homosexuels rencontre un large refus de l'opinion (65 %).

De même, une enquête de la SOFRES montre l'attitude extrêmement libérale des Français à l'égard des couples non mariés¹⁷. La grande majorité d'entre eux sont favorables à l'égalité des droits entre couples mariés et non mariés, qu'il s'agisse du logement, des prestations sociales, des impôts ou des reversions de retraite. Ils estiment anormal que le dernier vivant d'un couple non marié soit considéré comme un étranger du point de vue des droits de succession. Cette enquête fait ressortir par ailleurs le souhait de l'opinion de simplifier encore davantage les procédures de divorce à l'amiable, en supprimant l'obligation de passer devant les tribunaux.

Enfin, à propos de l'immigration, une enquête CSA¹⁸ montre que si les Français réfutent, à une petite majorité, l'idée selon laquelle la présence des étrangers en France est une source de richesse nationale, ils sont en revanche solidement attachés à l'idée de l'intégration des immigrés. 66 % d'entre eux admettent que l'histoire de France s'est faite par l'intégration successive des étrangers. Les clivages introduits sur les questions relatives à l'immigration par le niveau de diplôme sont considérables. Ainsi, 39 % des « sans diplôme » sont d'accord avec l'idée selon laquelle « une démocratie se juge aussi à sa capacité d'intégrer les étrangers » contre 83 % des personnes ayant un niveau de diplôme de l'ensei-

157

14. IPSOS/France 2, 25-26 octobre.

15. CSA/Le Nouvel Observateur, 24-29 septembre.

16. IFOP/Le Monde, 6-7 juin.

17. SOFRES/Figaro Magazine, 15-19 octobre.

18. CSA/Le Jour du Saigneur, 11-12 octobre.

gnement supérieur plus élevé que « Bac + 2 ».

5. *L'affaiblissement des modèles de référence*

La visite du pape en France à l'occasion de la commémoration du baptême de Clovis a donné lieu à plusieurs enquêtes d'opinion qui confirment l'évolution des attitudes des Français à l'égard de Jean XXIII et de l'Église catholique¹⁹. L'image du pape depuis la fin des années quatre-vingt s'est profondément modifiée dans le sens du conservatisme. En raison d'abord de son attitude à l'égard de la contraception et de l'avortement, très critiquée par les Français. En raison également de ses positions conservatrices sur les questions concernant le célibat des prêtres et la place des femmes dans l'Église. Si les Français souhaitent que l'Église donne davantage son avis sur les questions sociales, de solidarité et de morale, ils souhaitent en revanche qu'elle intervienne moins sur les questions de sexualité et de politique. C'est surtout à propos de son action caritative et de ses prises de position dénonçant les inégalités, la pauvreté et l'exclusion que l'Église conserve une forte légitimité.

Autre modèle de référence aujourd'hui affaibli : le modèle américain²⁰. 54 % des Français éprouvaient de la sympathie en 1988 pour les États-Unis, ils sont 35 % en 1996 à éprouver ce sentiment. En 1988, les États-Unis se caractérisaient d'abord aux yeux des Français

par la puissance, le dynamisme, la richesse et la liberté. Aujourd'hui ce sont la violence, la puissance, les inégalités et le racisme qui les caractérisent. Cette évolution des jugements traduit à la fois le rejet du modèle américain et l'angoisse de voir attaqué le modèle social français. Ainsi, les deux tiers des Français préfèrent le système français, défini par une bonne protection sociale et beaucoup de chômage, au système américain. Ils ont l'impression que l'on vit mieux en France qu'aux États-Unis, que l'influence de ces derniers dans le monde est excessive, notamment dans le domaine culturel. Les jeunes sur ce point se sentent toutefois moins concernés que la moyenne des Français. La crise a éloigné les Français du modèle américain qui est désormais surtout associé aux dangers qui menacent la protection sociale et qui paraissent générer violence et exclusion.

II. L'ANNÉE POLITIQUE

1. *La crise de la représentation*

Sur la scène politique, la peur devant l'avenir nourrit la crise de la représentation et certains de ses principaux aspects²¹. La politique en soi est toujours considérée comme une activité positive, « honorable » pour 63 % des Français et « nécessaire pour se faire entendre » pour encore 60 % d'entre eux. C'est son fonctionnement qui fait toujours l'objet de critiques. Dix-huit mois après le début du nouveau septen-

19. IPSOS/*Le Point*, 30-31 août ; SOFRES/*Figaro Magazine*, 28-30 août ; Louis-HARRIS/*Golias Magazine*, 4-5 septembre ; CSA/*Le Monde* et *La Vie*, 6-7 septembre ; CSA/*Le Parisien*, 16-17 septembre.

20. SOFRES/*RTL-Le Monde*, 22-24 octobre ; Louis-HARRIS/*Le Point*, 25-27 octobre ; SOFRES/7 sur 7, 23-24 février.

21. SOFRES/*Journaux de province*, 23-26 avril.

Tableau 4

Quand vous pensez à la politique, pouvez-vous me dire ce que vous éprouvez ?

	Octobre 1996	Octobre 1995	Écart (points)
– de la méfiance	58 %	61 %	– 3
– de l'espoir	28 %	31 %	– 3
– de l'intérêt	25 %	26 %	– 1
– du dégoût	20 %	20 %	–
– de l'ennui	21 %	19 %	+ 2
– de la peur	18 %	15 %	+ 3
– du respect	8 %	9 %	– 1
– de l'enthousiasme	2 %	1 %	+ 1
NSP	1 %	1 %	–

Source : enquêtes SOFRES/Le Point.

159

nat, le sentiment que « la démocratie fonctionne mal en France » est de nouveau dominant : en octobre 1996, 54 % des Français au lieu de 48 % un an auparavant prononcent ce verdict négatif, 43 % demeurent satisfaits. La politique continue d'inspirer beaucoup plus de « méfiance » que d'« espoir » ou d'« intérêt », elle évoque plus souvent que l'an dernier l'« ennui » et la « peur » (tableau 4).

La crise se focalise sur la question des médiations. En un an, le sentiment d'être mal représenté par les syndicats (77 %) et les partis (67 %) a encore gagné deux points dans l'opinion et affecte la confiance dans le mandat confié aux leaders politiques (68 %). Au baromètre IFOP/L'Express des personnalités politiques²², les leaders partisans sont les plus touchés par le phénomène de défiance. Lionel Jospin est le seul chef de parti à bénéficier d'une majorité absolue

de confiance (55 % contre 41 %). Parmi les personnalités de la majorité comme de l'opposition, celles qui conservent un capital de confiance majoritaire sont celles qui cultivent une image personnelle aussi peu partisane que possible – Jacques Delors (69 % de confiance) et Édouard Balladur (52 %) – ou qui ont eu l'occasion de faire entendre leurs positions critiques par rapport à celles de leur parti : Charles Pasqua (56 % de confiance), Alain Madelin (51 %) et Philippe Séguin (69 %).

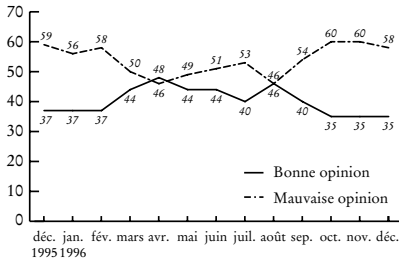
2. L'impopularité des gouvernants n'est pas surmontée

La crise d'impopularité qui avait atteint le couple exécutif au moment du mouvement social de la fin de l'année 1995 n'est pas surmontée (tableaux 5 et 6, pages suivantes). L'année 1996 s'est déroulée en deux temps. De janvier à juillet, on observe une dissociation dans les représentations du couple exécutif et

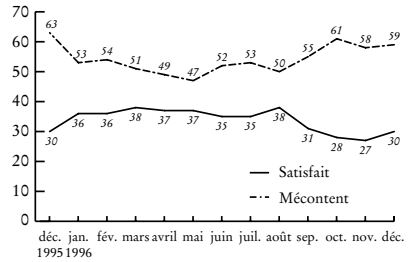
22. IFOP/L'Express, 5-6 décembre.

Tableau 5 – Les baromètres de popularité du président de la République

« Quelle opinion avez-vous de Jacques Chirac en tant que président de la République ? » (BVA/Paris Match)

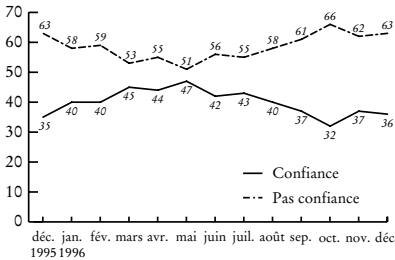


« Êtes-vous satisfait ou mécontent de Jacques Chirac comme président de la République ? » (IFOP/Journal du dimanche)

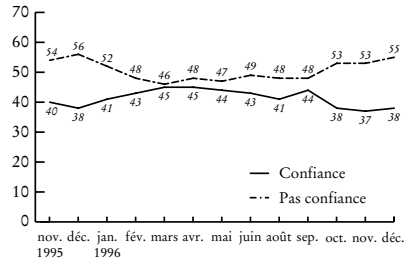


160

« Faites-vous confiance ou pas confiance à Jacques Chirac pour résoudre les problèmes qui se posent en France actuellement ? » (SOFRES/Figaro Magazine)



« Faites-vous confiance ou pas confiance au président de la République, Jacques Chirac, pour affronter efficacement les principaux problèmes qui se posent au pays ? » (CSA/La Vie)



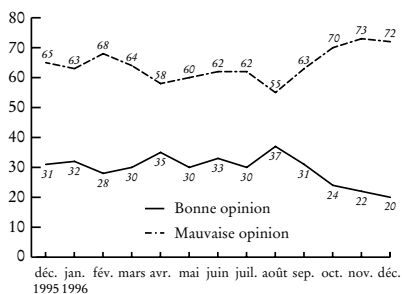
de leur action. Tout en restant dominée par les opinions négatives, la popularité du président se redresse lentement, alors que celle de son Premier ministre stagne au niveau établi au moment des grèves de décembre 1995. Le bilan dressé fin avril, à un an du septennat, par la

SOFRES²³ montre que dans leur majorité les Français sont satisfaits de l'action du président dans les domaines qui relèvent directement de sa responsabilité : « la place de la France dans le monde » (58 % de satisfaits), « la défense nationale » dont il vient de refonder la stratégie et

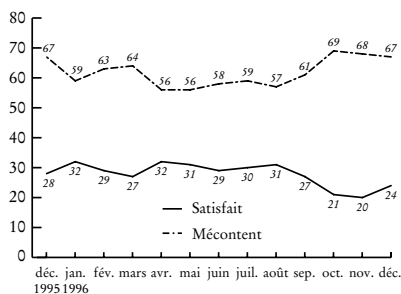
23. SOFRES/Journaux de province, 23-26 avril.

Tableau 6 – Les baromètres de popularité du Premier ministre

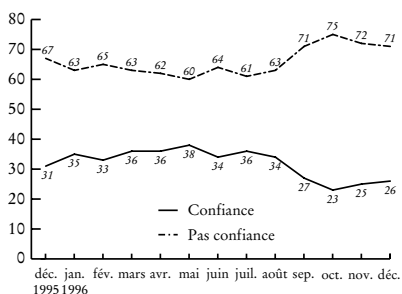
« Quelle opinion avez-vous d'Alain Juppé en tant que Premier ministre ? » (BVA/Paris Match)



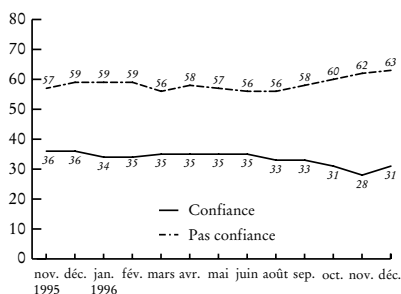
« Êtes-vous satisfait ou mécontent d'Alain Juppé comme Premier ministre ? » (IFOP/Journal du dimanche)



« Faites-vous confiance, plutôt confiance ou pas du tout confiance à Alain Juppé pour résoudre les problèmes qui se posent en France actuellement ? » (SOFRES/Figaro Magazine)



« Faites-vous confiance ou pas confiance au Premier ministre, Alain Juppé, pour affronter efficacement les principaux problèmes qui se posent au pays ? » (CSA/La Vie)



les moyens (56 %), « la construction européenne » en faveur de laquelle il a pris des initiatives importantes (49 %) et « le bon fonctionnement des institutions » (47 %). Au même moment, l'image personnelle de Jacques Chirac testée par BVA²⁴ renforce l'image positive

de l'action. Le « dynamisme » (83 %), le « courage » (77 %), la « sympathie » sont les qualités qui recueillent le plus fort taux d'approbation concernant la personnalité du président.

Dans le même temps, le Premier ministre continue de battre les records

24. BVA/Paris-Match, 17-19 avril.

d'impopularité par rapport à ses prédécesseurs, recueillant, quelle que soit la mesure considérée, moins d'un tiers d'opinions positives. Le bilan à un an de la SOFRES montre que les domaines qui correspondent aux préoccupations principales de l'opinion et qui relèvent plus directement de l'action du Premier ministre et de son gouvernement font l'objet de jugements très massivement négatifs quant aux résultats obtenus : « la lutte contre le chômage » (84 %), « le pouvoir d'achat » (79 %), « la politique sociale » (74 %) et « la réduction des inégalités » (72 %).

162

Avec la rentrée de septembre, la dissociation des popularités du couple exécutif prend fin. La chute continue de la popularité de Jacques Chirac sur les quatre premiers mois de l'année accompagne désormais celle du Premier ministre. Les indices de popularité des deux personnalités de l'exécutif s'établissent en décembre 1996 à peu près strictement à leurs niveaux de décembre 1995. La tendance à l'érosion rapide des popularités des gouvernants²⁵ n'est pas surmontée. Au terme de dix-huit mois d'exercice du pouvoir François Mitterrand et Michel Rocard bénéficiaient en effet en décembre 1989 au baromètre SOFRES d'indices de popularité positifs (respectivement + 18 et + 22) ; Jacques Chirac et Alain Juppé connaissent quant à eux, selon ce même baromètre, des indices fortement négatifs, respectivement de - 27 et - 45 en décembre 1996.

3. *Un bilan mitigé*

de l'action gouvernementale

Mesurée à l'aune des grands bilans de fin d'année dressés par les instituts de sondage, l'action du gouvernement d'Alain Juppé fait l'objet de jugements pessimistes²⁶. Mais autant les critiques sont vives pour juger de l'efficacité de l'action du gouvernement dans le domaine économique et social, autant les objectifs sectoriels de cette action et les moyens choisis par le gouvernement pour y parvenir correspondent le plus souvent aux attentes de la majorité des Français.

En matière de politique économique, les jugements sont sévères en ce qui concerne l'efficacité d'ensemble de la politique menée par le gouvernement Juppé, mais les piliers de son action, la lutte contre les déficits et la politique du franc fort, reçoivent le soutien de l'opinion. La proposition de dévaluation du franc par rapport au mark lancée par Valéry Giscard d'Estaing est désapprouvée par 47 % des Français (contre 27 %), tandis que 26 % ne se prononcent pas. Les effets négatifs d'une telle mesure sur l'économie française sont majoritairement pressentis par les sympathisants de tous les partis politiques²⁷. La politique fiscale se trouve plus contestée, non pas dans son principe de refonte du système dans son ensemble, souhaité par 61 % des Français, mais dans les mesures prises par le gouvernement. Les projets de taxation de l'épargne, des placements et du patrimoine se heurtent à la désapprobation de plus de sept Français sur dix²⁸. La baisse de l'impôt sur le revenu et la

25. Élisabeth Dupoirier et Gérard Grunberg, « La volatilité de l'opinion à l'égard des gouvernants », *Pouvoirs*, n° 77, 1995.

26. GALLUP/*L'Express*, 7-8 novembre.

27. IPSOS/*Le Figaro*, 22-25 novembre.

28. SOFRES/*France 2-Le Monde*, 17 février.

réforme des prélèvements annoncées en septembre par le Premier ministre (baisse des cotisations maladie, augmentation de la CSG) sont froidement accueillies par les Français qui considèrent qu'« elles ne rendront pas la fiscalité plus juste en France » (57 %) et qu'elles ne contribueront pas « à relancer la croissance économique » (80 %) ²⁹.

En matière de politique européenne, le bilan global fait toujours l'objet de jugements sévères. Pour un Français sur deux la construction de l'Europe est vue plutôt comme un échec, un tiers seulement la considérant comme une réussite ³⁰. Les deux tiers des Français considèrent par ailleurs que la France a « peu ou pas du tout » profité de son appartenance à l'Union européenne (contre 26 %). Mais les axes majeurs de la politique du gouvernement ne sont pas sérieusement contestés. Le couple franco-allemand est bien considéré comme le pilier de la construction européenne : 42 % de l'opinion souhaitant que les relations franco-allemandes soient maintenues à l'avenir « comme elles le sont aujourd'hui », 33 % souhaitant même qu'elles soient « plus étroites » (contre 16 % « moins étroites »). A de solides majorités les Français souhaitent que « dans un avenir assez proche » la France et l'Allemagne prennent leurs décisions en commun en matière de politique économique (74 %), de politique sociale (65 %), de politique étrangère (66 %) et de politique de défense (74 %) ³¹. Le

rythme de la construction européenne doit être conservé « comme actuellement » selon 43 % de l'opinion, 28 % se prononcent pour une accélération, 20 % seulement pour un ralentissement ³². Dans ce contexte, la monnaie unique n'est pas totalement rejetée par les Français. Ceux-ci sont divisés (43 % pour, 42 % contre) sur l'opportunité d'une adoption rapide avant l'an 2000, et un Français sur deux se dit prêt à utiliser l'euro plutôt que le franc le moment venu. Surtout, le bilan réalisé par l'IFOP en fin d'année sur les attentes en matière de politique économique européenne montre que 51 % des Français (contre 45 %) sont favorables « à l'instauration de la monnaie unique » ³³.

Les objectifs de la politique sociale vont eux aussi dans le sens des attentes de l'opinion. La maîtrise des dépenses de santé et la réduction du déficit de la sécurité sociale sont toujours soutenues par de solides majorités de Français ³⁴. Les principales mesures prises par le gouvernement reçoivent un accueil favorable de l'opinion : le carnet de santé est considéré comme l'élément décisif de la lutte contre le gaspillage, le contrôle des prescriptions délivrées par les médecins assorti de sanctions financières est approuvé par les deux tiers de l'opinion, qui considère par ailleurs que la grève des praticiens d'octobre sur ce principe est plus motivée par la défense de leurs intérêts (54 %) que par ceux de leurs malades (21 %) ³⁵.

29. CSA/*La Tribune*, 6-7 septembre.

30. BVA/*Le Point*, 7-9 mars.

31. SOFRES/*Le Nouvel Observateur*, 8-9 novembre.

32. SOFRES/*Le Figaro*, 21-23 février.

33. IFOP/*L'Express*, 24-25 octobre.

34. IFOP/*L'Espace social européen*, 24-25 octobre.

35. IFOP/*Le Quotidien du médecin*, 24 octobre.

Le traitement du dossier de l'avenir des retraites par la mise en place de fonds épargne retraite est aussi bien accueilli³⁶. 64 % des Français se déclarent favorables « à la mise en place d'un système volontaire permettant aux salariés de constituer une retraite complémentaire ». L'accord est majoritaire quel que soit le niveau de revenus des personnes interrogées. Seuls les sympathisants du Parti communiste se montrent en majorité hostiles au principe des fonds de pension.

164

L'action gouvernementale en matière d'immigration, relancée par l'occupation par les familles de sans-papier de l'église Saint-Bernard à la fin de l'été, fait l'objet de jugements nuancés³⁷. Sur un fond de soutien (18 %) ou de sympathie (32 %) à l'égard des familles, qui rassemble au total un Français sur deux, l'intervention des forces de police est désapprouvée par 53 % (contre 42 %) des Français, le gouvernement recevant néanmoins le soutien de la majorité de ses sympathisants et de ceux du Front national. En revanche, les deux tiers des Français (67 %) approuvent le principe de reconduite à la frontière des Africains en situation irrégulière au cas où cette situation ne pourrait être régularisée. Les sympathisants des partis de gauche se révèlent, à une courte majorité, favorables à cette décision. L'objectif de fermeté dans la politique de lutte contre l'immigration clandestine n'est donc pas remis en question malgré la sensibilité à l'aspect humanitaire de cette politique mise en évidence par l'affaire de l'église Saint-Bernard.

Enfin, la réforme de la politique de défense décidée par le président de la République reçoit dans ses grandes lignes un accueil favorable. La décision d'assurer la défense de la France par une armée de métier fait l'objet d'un large consensus (72 %)³⁸. La suppression du service militaire obligatoire est favorablement jugée³⁹ par 59 % des Français (contre 40 %), toutes tendances politiques confondues à l'exception des sympathisants du Parti communiste. Son remplacement par un « rendez-vous citoyen » est critiqué du point de vue de la durée, jugée insuffisante par les deux tiers des Français, mais très largement approuvé en ce qui concerne le principe d'en faire une obligation pour les filles comme pour les garçons et l'occasion d'un bilan scolaire et médical pour toute une classe d'âge.

4. *Le problème de la « méthode Juppé »*

Plus que la définition des axes majeurs de la politique du gouvernement, ce sont la personnalité du Premier ministre et la « méthode Juppé » qui prennent l'opinion à contre-pied. Certes les trois quarts des Français lui reconnaissent des qualités de courage, de fermeté et d'intégrité⁴⁰. Mais 69 % (contre 30 %) considèrent « qu'il n'est pas sensible aux aspirations des Français », 54 % lui reprochent de ne pas « parler vrai » et 62 % doutent de sa capacité à réformer le pays. Ce déficit de proximité et de communication nuit à l'image d'Alain Juppé qui « déplaît plutôt en tant que

36. BVA/BFM, 21-23 novembre.

37. IPSOS/Le Monde-RTL, 24 août.

38. IPSOS/L'Essentiel du management, 26-29 janvier.

39. CSA/La Marche du siècle, 31 mai-1^{er} juin.

40. GALLUP/L'Express, 7-8 novembre.

Premier ministre » à 63 % des Français⁴¹, sans pour autant que son éventuelle démission soit considérée comme pouvant avoir des conséquences positives sur le climat politique et social, et encore moins sur l'amélioration de la situation économique.

Dans ces conditions, on n'est guère surpris que le souhait d'une « autre politique » exprimé par la majorité des Français (60 %) demeure flou dans le contenu des attentes qui varient selon les sympathies partisans. Comme le montre le sondage de CSA, la majorité absolue des Français ne fait confiance à aucune personnalité de droite comme de gauche pour mener une politique différente de celle menée actuellement par le gouvernement d'Alain Juppé⁴².

5. L'horizon 1998

Le retour de la gauche en position de challenger de la majorité présidentielle, amorcé à la fin de l'année 1995⁴³, se confirme. Au baromètre SOFRES/*Figaro Magazine* de décembre, la cote d'avenir du Parti socialiste (46 %) domine de sept points celle du RPR (39 %) et de huit points celle de l'UDF (38 %)⁴⁴. Jacques Delors et Lionel Jospin se classent respectivement à la première place (52 %) et la troisième place (44 %) des personnalités à qui les Français veulent voir jouer un rôle important dans l'avenir.

Un examen détaillé de la crédibilité comparée des partis politiques⁴⁵ montre le terrain reconquis par le Parti socialiste par rapport au RPR. Le PS apparaît comme le parti le plus apte à « protéger les libertés publiques » (43 % contre 18 % au RPR), à « maintenir les acquis sociaux » (42 % contre 15 %), à « réduire les inégalités sociales » (40 % contre 15 %). Il apparaît de nouveau comme « le parti de la réforme » (32 % contre 21 %), qualité qui avait été jugée déterminante aux élections législatives de 1993 par les Français pour entraîner leur décision en faveur du RPR. Qualité qui constitue un atout de poids, puisqu'en décembre, selon l'IFOP⁴⁶, 48 % des Français jugent que la société doit être changée en profondeur ou au moins sur l'essentiel (19 %). Connue en octobre 1996, le projet socialiste pour les élections de 1998 est favorablement accueilli par de solides majorités de l'opinion⁴⁷ qui le jugent efficace en matière de lutte contre les inégalités (67 % contre 31 %), contre le chômage (61 % contre 36 %), et plus largement en matière de relance de l'activité économique (60 % contre 37 %).

Dans le même temps, l'image du Parti communiste se redresse par rapport aux représentations qu'en avaient les Français au lendemain des élections législatives de 1993⁴⁸. De solides majorités jugent aujourd'hui qu'il s'est transformé (56 %, soit 25 points de plus qu'il

41. IFOP/VSD, 30-31 octobre.

42. CSA/*Le Parisien*, 11-12 octobre.

43. Voir Élisabeth Dupoirier et Gérard Grunberg, *op. cit.*

44. SOFRES/*Figaro Magazine*, 27-29 novembre.

45. SOFRES/*Journaux de province*, 21-23 février.

46. IFOP/*Le Figaro*, 6-7 décembre.

47. BVA/*Libération*, 15-16 octobre.

48. CSA/*L'Humanité Dimanche*, 29-30 novembre.

y a trois ans), qu'il est utile pour défendre les salariés (60 %, soit une progression de 10 points), qu'il est enfin à l'écoute des Français. Relativement à septembre 1993, l'image négative du Parti communiste a significativement reculé, même si elle reste dominante : 39 % en ont « une mauvaise opinion » (au lieu de 65 %), 31 % « une bonne opinion » (au lieu de 19 %), 30 % ne se prononçant pas. C'est parmi les jeunes de 18 à 25 ans et les personnes les plus diplômées que l'image du Parti communiste reste majoritairement négative. En revanche, le redressement est net parmi les couches moyennes salariées (47 % d'opinions positives) qui se montrent aujourd'hui mieux disposées à l'égard du Parti communiste que les ouvriers, également partagés entre bonnes et mauvaises opinions (33 %).

Malgré l'amélioration de l'image des deux principaux partis de la gauche, la capacité de changement prêtée à celle-ci reste médiocre. 61 % des Français interrogés en octobre⁴⁹ pensent que, « si la gauche était aujourd'hui au pouvoir, les choses n'iraient d'une façon générale ni mieux ni moins bien », 19 % estimant qu'elles iraient mieux et 14 % moins bien. La perplexité à l'égard des effets à attendre dans l'absolu d'une alternance politique l'emporte donc sur l'espoir d'une amélioration, y compris parmi les

sympathisants du Parti socialiste et de l'écologie. Il reste que lorsqu'on demande en décembre aux Français s'ils souhaitent « au fond d'eux-mêmes » une victoire « des socialistes et de leurs alliés » ou de l'UDF et du RPR en 1998, une majorité relative se prononce en faveur des premiers (45 %) plutôt que des seconds (33 %), 22 % ne se prononçant pas. Le souhait de victoire des socialistes a progressé de 8 points par rapport à janvier 1996, celui d'une victoire UDF-RPR recule de 5 points⁵⁰.

Le parti de Jean-Marie Le Pen est aujourd'hui perçu par 70 % des Français comme une formation d'extrême droite⁵¹. Ce qui n'empêche pas la progression des « idées défendues par J.-M. Le Pen » dans l'opinion : 28 % des Français déclarent leur accord (contre 70 %), ce qui représente un gain d'audience de 9 points par rapport à la mesure prise en 1994⁵². Trois thèmes retiennent favorablement l'attention d'environ un tiers de l'opinion : « la sécurité et la justice » (35 %, soit 6 points de plus qu'en 1994), « les immigrés » (33 %) et « la défense des valeurs traditionnelles » (31 %).

Menacée par le regain socialiste et par l'enracinement de l'extrême droite, la majorité voit sa base électorale se rétrécir. A quinze mois des prochaines élections législatives, le jeu paraît ouvert.

49. IPSOS/*France 2*, 28 octobre.

50. SOFRES/*Le Nouvel Observateur*, 21-24 décembre.

51. CSA/*La Vie*, 11-13 juin.

52. SOFRES/RTL/*Le Monde*, 26-28 mars.